

*Article 31 du Règlement*

Jamais notre industrie des pêches n'a été aussi menacée qu'aujourd'hui. Les intérêts américains veulent nos harengs, nos saumons et nos emplois.

Au cours des trois dernières années, l'actuel ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) et l'ancienne ministre du Commerce extérieur ont promis à maintes reprises à la Chambre que le Canada se battrait contre la plainte que les États-Unis ont faite au GATT. Le poisson de Colombie-Britannique serait débarqué, inspecté et vidé au Canada et les ressources naturelles et les emplois des Canadiens seraient protégés.

Aucune de ces promesses n'a été tenue. Ces ministres et le premier ministre (M. Mulroney) ont vendu aux Américains l'industrie des pêches de Colombie-Britannique. Ces derniers ne sont toujours pas satisfaits. À leur avis, le débarquement exigé abîmerait leur poisson. Ils croient déjà que notre poisson est à eux.

Que deviennent nos droits de classer et d'éviscérer notre poisson ainsi que nos droits de disposer de nos ressources et de préserver nos emplois? Il ne faut pas laisser les Américains s'emparer de nos ressources naturelles avec ou non la complicité du premier ministre.

\* \* \*

[Français]

**LA CONSTITUTION****LA POSITION DES LIBÉRAUX**

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, le député libéral de la circonscription d'Ottawa-Centre (M. Harb) applaudissait à une décision de diminuer les dépenses du ministère des Transports de l'ordre de 200 millions de dollars, contredisant ainsi son caucus.

Décidément, les libéraux n'ont jamais compris et ne comprendront jamais le Canada. Cela explique d'ailleurs leur position de plus en plus négative sur l'Entente du lac Meech.

Les libéraux, dans leur caucus, ne s'entendent même pas sur la Commission de la Capitale nationale, sur la région Hull-Ottawa, et ce n'est qu'une parcelle du Canada. Comment pourront-ils consentir à un consensus national sur l'Entente du lac Meech?

\* \* \*

**HOMMAGE À JOHN N. TURNER**

**M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester):** Monsieur le Président, c'est avec fierté que depuis novembre dernier je représente la nouvelle circonscription de Car-

leton—Gloucester. C'est aussi un honneur pour moi que de représenter une partie de la circonscription qui fut celle du très honorable John Turner.

Homme de courage et d'intégrité, il a voué ses énergies aux affaires de son pays.

[Traduction]

Comme député représentant des circonscriptions du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, le député de Vancouver Quadra (M. Turner) a servi ses électeurs et tous les Canadiens avec beaucoup d'enthousiasme et de détermination.

Défenseur de l'unité canadienne, c'était une personne honnête et courageuse et un vrai Canadien. L'avenir montrera que John Turner aurait dû être notre premier ministre actuel.

\* \* \*

[Français]

**L'ASSURANCE-CHÔMAGE****L'AMÉLIORATION DU RÉGIME**

**M. Gilles Bernier (Beauce):** Monsieur le Président, je veux rassurer les Beaucerons, bénéficiaires actuels ou futurs de l'assurance-chômage, que le gouvernement continuera de venir en aide à ceux et celles qui perdent leurs emplois.

Le système amélioré tiendra compte du dynamisme de notre économie régionale. On a simplement ajusté le programme à la vitalité des régions. L'ancien système était désuet, monsieur le Président. Nous nous adaptons à la réalité économique de nos jours.

L'esprit d'entrepreneurship des Beaucerons a déjà créé beaucoup d'emplois, et le ministère de l'Emploi et de l'Immigration verra à fournir la formation et le recyclage à ceux et celles qui en auront besoin: 800 millions de dollars de plus sont alloués à la formation. La nouvelle formule est toujours aussi généreuse pour les prestataires. Le montant des allocations est maintenu. C'est tout à fait normal qu'on ait ajusté à la réalité économique de la Beauce et d'ailleurs le programme d'assurance-chômage. Pour ceux et celles qui fournissent à la caisse de l'assurance-chômage, ils constatent que le nouveau système mis en place sera plus juste, plus équitable et plus rationnel.

De plus, comme député de Beauce, je m'emploierai à protéger les intérêts de tous ceux et celles qui sont ou seront bénéficiaires de l'assurance-chômage.